

A Epinal, le 18 décembre 2008

Compte-rendu de la rencontre du 18 décembre.

Une délégation de l'UNSA 88, composée de Stéphane Daval (SG UNSA 88), d'Isabelle Leyder et Viviane Chrétien (SE-UNSA 88) et de Jean-Michel Géhin (SNAPS-UNSA Education) a rencontré M. Boris Ravignon, conseiller technique auprès du président de la République, à la préfecture des Vosges, de 12 h 30 à 13 h 00. L'UNSA 88 a d'abord regretté le court délai (une nuit) de prévenance, ce qui a impliqué une délégation incomplète.

La délégation du SE-UNSA 88 a abordé les points suivants :

- RASED : la « sédentarisation » pour la rentrée 2009 de 3000 postes en France n'est pas acceptable. En ce qui concerne les zones rurales, cette « sédentarisation » aura comme conséquence pour les enfants en difficultés une impossibilité de suivi par les enseignants spécialisés formés. Il n'est pas question de reconstituer des classes d'adaptation.
- Ecole en milieu rural : non seulement maintenir l'école rurale, mais aussi avoir une politique ambitieuse suppose un projet global de développement local, s'appuyant sur les évolutions de l'intercommunalité. Pour le SE-UNSA 88, l'Etat et les collectivités locales doivent développer ensemble des solutions réalistes, innovantes, en mutualisant les moyens, en créant des réseaux d'école, en assurant la présence et la qualité du service public.

La délégation du SNAPS-UNSA Education a redit son inquiétude quant à la fusion de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports dans une direction de la cohésion sociale :

- La perte d'identité se traduit déjà par une nouvelle définition des missions. Les éducateurs sportifs du SNAPS sont attachés au travail de terrain effectué auprès des clubs sportifs, particulièrement dans le milieu rural, où les besoins sont grands et où seule existe la bonne volonté des bénévoles. L'abandon de ces missions peut mettre en péril la formation, et par là même hypothéquer le développement notamment touristique lié à l'accompagnement sportif (VTT, équitation, moyenne montagne...).
- Il est rappelé que l'Education Populaire, interlocutrice privilégiée des associations est, elle aussi, laissée à l'abandon.

L'UNSA 88 a rappelé son exigence de proximité des services publics par rapport au citoyen, particulièrement dans les zones rurales désertifiées où les transports en commun sont quasi inexistants:

- L'expérience des Maisons de Services Publics, mises à disposition par des communautés de commune est à évaluer. Elle pourrait permettre la tenue d'audiences décentralisées du Tribunal d'Instance, par exemple, mais aussi être la maison commune au Trésor public, au pôle Emploi...

- Le service de la Santé est aussi un service public. Les Maisons de la Santé Rurales pluridisciplinaires sont une réponse à la désertification, mais aussi à l'isolement des soignants de campagne.

Les entreprises ne peuvent se satisfaire d'employés peu qualifiés. Or, l'élévation du niveau de qualification passe par un maillage dense sur le territoire, y compris rural, d'une offre diversifiée d'enseignement. L'éloignement des lycées, mais encore plus des structures d'enseignement supérieur (BTS, IUT, Université...) a pour conséquence le départ de jeunes qui, une fois formés, ne reviennent que trop rarement sur le territoire rural d'origine. Il est du rôle de l'Etat de veiller et d'inciter à une offre éducative qualifiante sur tout le territoire.

Notre interlocuteur a pris bonne note des demandes et propositions de l'UNSA 88, particulièrement en ce qui concerne les RASED et les services publics. L'UNSA 88 attend une réponse.

Le Secrétaire Général

Stéphane DAVAL

